

PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 11 Février 2010

PRESENTS : M. Christian SIMON, Maire ;

M. SIEGWALD, Mmes METAL, GALIAN, M. DAMPENON, Melle MISTRE, M. ESPENON, Mme GARCIA, M.LAUGIER,

Maire-Adjoints ;

MM. SIMON Gérard, ALLAMANE, ANDRIEU, Mme AUNON, MM. CORPORANDY, ROQUEBRUN, Mmes DURAND, DAZIANO, TESSORE, MICHEL, FILIPPI, MM. TROUBOUL, CODOMIER, FACHE, MM.COMBY, ROCHE, Mme CAHAIGNE, Conseillers Municipaux ;

REPRESENTES : MM.EMERIC, SUZZONI, ROQUEBRUN, Mmes MARTINEZ, DANIEL, M. SABATHE, Mme HUBAUT

ABSENTE : Mme MOUSSAOUI

SECRETAIRE : Melle FILIPPI

Concernant le Procès verbal du dernier Conseil Municipal, M. le Maire précise à Mme CAHAIGNE que l'emprunt de 2 millions d'euros a été signé mais n'a pas été contracté.

Le procès verbal de la séance du Conseil Municipal du 19 janvier 2010 est adopté à l'unanimité puis est abordé l'ordre du jour.

VENTE A M. ET MME MARIAN-GUYON D'UN TERRAIN ISSU DU DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur M.SIEGWALD

A l'unanimité, il est décidé d'approuver la vente par la commune à M. et Mme MARIAN-GUYON d'une parcelle de 57 m² (cadastrée AD 1050) pour la somme de 57 x 44 + frais d'arpentage 487.57 euros), soit 2995.57 euros.

VENTE A M. ET MME CESA D'UN TERRAIN ISSU DU DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur M.SIEGWALD

A l'unanimité, il est décidé d'approuver la vente par la commune à M. et Mme CESA d'une parcelle de 200 m² (cadastrée AD 1067) pour la somme de 200 x 44 + frais d'arpentage 487.57 euros), soit 9287.57 euros.

VENTE A M. ET MME CLAUDE D'UN TERRAIN ISSU DU DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur M.SIEGWALD

A l'unanimité, il est décidé d'approuver la vente par la commune à M. et Mme CLAUDE d'une parcelle de 233 m² (cadastrée AS 490) pour la somme de 233 x 30 + frais d'arpentage 488.57 euros), soit 4778.57 euros.

VENTE A M. ET MME MOREAU D'UN TERRAIN ISSU DU DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur M.SIEGWALD

A l'unanimité, il est décidé d'approuver la vente par la commune à M. et Mme MOREAU d'une parcelle de 74 m² (cadastrée AT 567) pour la somme de 74 x 44 + frais d'arpentage 244.31 euros), soit 3500.31 euros.

VENTE A M. ET MME JACOB D'UN TERRAIN ISSU DU DECLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Rapporteur M.SIEGWALD

A l'unanimité, il est décidé d'approuver la vente par la commune à M. et Mme JACOB d'une parcelle de 126 m² (cadastrée AT 566) pour la somme de 126 x 110 + frais d'arpentage 244.31 euros), soit 14104.31 euros.

Concernant les suivis des réseaux, M. le Maire indique à M.COMBY que les emplacements des réseaux de France Telecom, EDF, et du Canal de Provence sont approximatifs. Il précise cependant que les plans de recolement sont demandés obligatoirement pour la construction de nouveaux lotissements, et signale à ce sujet que les réseaux communaux (assainissement, pluviaux et eaux) sont en revanche répertoriés.

DECLASSEMENT DE TERRAINS DU DOMAINE PUBLIC – LA MOUTONNE CENTRE

Rapporteur M. le Maire

A la majorité, il est décidé de prononcer le déclassement du domaine public, des terrains objet de l'enquête publique du 12 au 26 octobre 2009 : dossiers 2009.MO.06/07/08 correspondants aux parcelles AR 12, 13, 14, 15,18 ainsi que le lot A du document d'arpentage 094526-MO-08 dressé par le cabinet GEOTOP. Il est précisé que les terrains concernés ne seront plus accessibles au public.

M.ROCHE rappelle que son groupe est contre ce projet depuis le départ. Il rappelle cependant qu'il a émis un avis favorable pour le choix du promoteur, lors de la dernière réunion du Comité Consultatif.

AUTORISATION DE DEPOT DE PERMIS DE CONSTRUIRE – PROJET JULES FERRY

Rapporteur M. le Maire

A la majorité, il est décidé d'autoriser la société SCCV ECOLIFE, La Roseraie, Rue Guy Moquet ; 83110 ; Sanary sur Mer, représentée par Jean-Philippe GAGNAUX, à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur les parcelles de terrains communales suivantes : AR 12, 13, 14, 15,18 ainsi que le lot A du document d'arpentage 094526-MO-08 dressé par le Cabinet GEOTOP.

En préambule, M. le Maire précise que ce projet était inscrit dans le programme de la majorité, et rappelle la problématique du logement sur la Commune et l'aire toulonnaise. Il souhaite mettre en place une politique de développement durable en insistant sur le plan social et écologique.

A ce propos, M. le Maire souhaite un nombre important de logements pour actifs, et informe de la mise en place du dispositif Pass Foncier. Il s'agit de la construction de logements avec une baisse de la TVA à 5,5%. Il annonce également le doublement du prêt à taux zéro. Il indique que les Pass Fonciers peuvent être attribués à environ 85% des habitants du bassin craurois. M. le Maire informe aussi qu'un appartement de type T3 coûtera environ 168 000 euros, et 140 000 euros pour un T2. Une quarantaine de Pass Fonciers est prévue ainsi que 30 à 50 logements « à coût maîtrisé ».

M. le Maire rappelle à M.COMBY que le projet n'étant pas encore défini, il n'y aura pas de présentation détaillée dans l'immédiat. Certains points n'ont pas été encore abordés comme la disposition des locaux associatifs, des locaux à usage public, et des locaux à usage privé pour la Poste. Une fois le permis accordé et déposé, une présentation sera faite. M. le Maire rassure M.COMBY quant à l'information de la population crauroise à ce sujet. M. le Maire fait part également de la mise en location de 20 logements sociaux sur ce projet. M. COMBY regrette le déplacement de l'école du centre du village et la démolition des anciens bâtiments (école, Mairie annexe...) ainsi que la destruction des arbres. Il précise par ailleurs que son groupe s'abstiendra sur ce vote.

M. le Maire précise, que détruire un bâtiment vétuste, comme une école ou la mairie annexe, ne fait jamais plaisir, mais demande si les administrés doivent se priver pour autant de bâtiments publics (Mairie annexe, locaux pour les associations, Poste) mis aux normes, ou d'appartements avec des normes de construction THQE (Très Haute Qualité Environnementale) ,BBC (Bâtiments Basse Consommation). Cela permettra aux jeunes actifs, aux primo accédants et aux locataires de bénéficier de prix très compétitifs.

M. le Maire rappelle le devoir de maintenir une activité commerciale dans ce centre de la Moutonne avec la création de locaux commerciaux. Il souligne aussi que la loi SRU incite les collectivités à densifier les centres-villes pour éviter de gaspiller le foncier. Il ajoute que tout le monde est d'accord sur ces principes, sauf quand il s'agit de les mettre en œuvre.

M. le Maire cite aussi la démolition de son ancienne école Jean-Giono à la Crau, qui permet le stationnement gratuit en centre ville. Il précise que personne ne met en cause ce choix aujourd'hui, et personne ne remettra en cause le choix de la Municipalité pour l'avenir du centre de la Moutonne.

RECOUVREMENT DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT COMMUNAUTAIRE – CONVENTION AVEC LA CATPM ET LA SVAG

Rapporteur M.DAMPENON

A l'unanimité, il est décidé d'approuver et d'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention de recouvrement de la redevance d'assainissement Communautaire à intervenir entre la CATPM, la Commune et la SVAG.

Dans le cadre de la CATPM, M.TROUBOUL souhaite savoir si la SVAG dessert toutes les communes. M. le Maire signale que certaines sont en régie, d'autres sous traitent. Il précise également qu'il existe une surtaxe qui n'est pas la même pour toutes les communes et explique que le paiement se fait par rapport à cette surtaxe. Il ajoute à ce sujet que la surtaxe de la Crau est très faible. M. le Maire informe que La Commune de la Crau est exemplaire concernant son réseau d'eau et assainissement.

Il est précisé à M.CODOMIER que la taxe d'assainissement sera en légère augmentation. Elle passera de 0.90 à 0.94 euros le m³. Pour les usagers alimentés en eau par une source différente (Canal de Provence ou autre), dont l'assiette était de 120m³ par an, il est indiqué que le barème ne changera pas. En termes de Développement Durable, M. le Maire préconise l'utilisation d'eau brute pour arroser. A ce sujet, La Commune souhaiterait une politique écologique avec une réelle réflexion sur le long terme.

Enfin, M. le Maire précise à M.CODOMIER que la compétence de l'eau ne sera pas mise en régie pour la Commune mais évoque que ceci sera à étudier dans le cadre d'une future compétence intercommunale.

CONVENTION AVEC TPM – PVR CHEMIN DES SAULES ET DES AULNES

Rapporteur M.ESPENON

A l'unanimité, il est décidé d'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention de reversement de la Participation pour Voiries et Réseaux mise en place par la Commune de la Crau dans le cadre du marché de « travaux de réfection des réseaux (eau potable, assainissement, pluvial) » sur le chemin des Aulnes et des Saules, au titre des travaux d'assainissement.

M. le Maire précise à M.CODOMIER que la Commune perçoit des recettes correspondant aux permis de construire déposés. La Crau paie les travaux afférant à la partie du chemin des Saules et des Aulnes, et TPM rembourse ensuite.

Dans le cadre de la convention, l'entreprise est payée par la Commune et TPM reverse le montant après. Au fur à mesure des permis déposés, la Commune reverse un pourcentage à TPM. Si la totalité n'a pas été récupérée par TPM, la Commune paie la différence. La PVR permet de mettre à la charge des nouveaux pétitionnaires des permis de construire, une grande partie des sommes engagées pour ces travaux.

LISTE DES MARCHES CONCLUS EN 2009

Rapporteur M.DAMPENON

A l'unanimité, il est pris acte de la liste des marchés conclus en 2009.

M. le Maire indique à M.CODOMIER qu'il y aura 20 containers enterrés. Le premier sera placé devant la coopérative. Cette action a pour but de supprimer la tournée de nuit dans le centre ville. Il est précisé que les containers enterrés de 5m³ représentent un volume pour 100 personnes. Toutes les Communes vont être attributaires de 4 X 3 containers enterrés ou semi enterrés par an pour le tri sélectif. Dans le cadre des travaux, certains vont être placés sur le Boulevard de la République.

Concernant la vidéo-protection, M. le Maire indique à M.CODOMIER que 16 caméras vont être placées. Les subventions ont été allouées dans le cadre de la Dotation Globale d'Équipement du Plan Gouvernemental.

Concernant la Coopérative, l'étude d'impact de la distillerie d'un montant de 49 394,80 euros TTC sera prise en charge par TPM. M. le Maire rappelle que celle-ci traite 70% des déchets viticoles du département et hors département. M. le Maire signale que M. le Préfet a pris trois arrêtés à ce sujet et des procédures sont en cours.

PERSONNEL COMMUNAL – CONTRAT UNIQUE D'INSERTION

Rapporteur M. le Maire

A l'unanimité, il est décidé d'inscrire la Commune dans la politique d'insertion par l'économique définie au niveau national dans le cadre de la loi du 1^{er} décembre 2008 et du décret du 25 novembre 2009, et de reconduire le dispositif d'embauche sur des emplois d'insertion dans la limite maximum de 45 agents simultanément en fonction. M. le Maire est autorisé à signer les contrats individuels et les conventions correspondantes avec l'Etat ou le Conseil Général selon la situation du bénéficiaire.

Il est indiqué que les Contrats d'insertion étaient au nombre maximum de 25. M. le Maire souligne l'intérêt économique de ces emplois. Il préfère un contrat de 6 mois renouvelable deux fois où l'apprentissage du métier est plus valorisé qu'un contrat saisonnier.

M. le Maire indique à M.COMBY que seulement trois personnes ont fini leur contrat de 6 mois. Enfin, M. le Maire informe que tous les services sont concernés par les CAE, et

rappelle l'intérêt et la spécificité du CAE Passerelle qui permet aux jeunes ayant fini leurs études, d'acquérir une expérience professionnelle et de trouver un emploi.

POLICE MUNICIPALE-ENTRAINEMENT AU TIR

Rapporteur M. le Maire

A l'unanimité, il est décidé de prendre en charge pour chaque policier municipal le coût annuel de la licence individuelle de tir (soit 80 € par agent - valeur 2010) permettant d'exercer l'obligation réglementaire d'entraînement au tir.

M. le Maire informe M.COMBY que la Municipalité a fait le choix de former un volontaire de la Police Municipale de La Commune afin de devenir Moniteur de tir. Il est indiqué que la Commune paie les Licences de l'association de tir d'Hyères. Les agents peuvent ainsi s'entraîner.

CONVENTION AVEC LE DEPARTEMENT –CARREFOUR RD 76 – LA MOUTONNE

Rapporteur Mlle MISTRE

A l'unanimité, il est décidé d'autoriser M. le Maire à signer la convention financière avec le Département d'un montant global et forfaitaire de 80 000 euros HT.

M.COMBY regrette que les travaux aient débuté avant que la délibération soit passée en Conseil Municipal, tout comme les travaux de la Gensolène. M.COMBY rappelle que le Conseil Municipal doit débattre avant de décider. M. le Maire signale qu'il s'agit dans ce cas d'une subvention.

JARDIN DE L'EUROPE – AVENANT A LA CONVENTION PASSEE AVEC LE DEPARTEMENT

Rapporteur Mlle MISTRE

A l'unanimité, il est décidé d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n°1 à la convention d'aménagement du site du Jardin de l'Europe pour une subvention de 200 000 euros et une estimation des travaux de 395 565.75 euros HT, hors options.

Mlle MISTRE indique à M.COMBY qu'un architecte a été mandaté par le Conseil Général pour la réalisation de ce jardin. M. le Maire tient vivement à remercier M. le Président, M. Horace LANFRANCHI et M. le Vice-président du Conseil Général, M. Marc GIRAUD.

PARC AVENTURES – DEMANDE DE SUBVENTION A LA CCI DU VAR

Rapporteur Mme METAL

A la majorité, il est décidé de demander à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, une subvention au taux le plus élevé possible, en vue du financement des études du projet du Parc Aventures dont le montant s'élève à 36 350 € hors Taxes.

Mme METAL précise à M.CODOMIER qu'il s'agit d'une subvention pour études. M. le Maire rappelle que la partie commerciale doit faire l'objet d'un emprunt qui sera remboursé au fur et à mesure, et ajoute que le contribuable ne paiera pas sur la partie commerciale.

PLU – MISE EN REVISION

Rapporteur M. le Maire

A l'unanimité, il est décidé de la mise en révision du PLU approuvé le 26/09/2007 sur l'ensemble du territoire communal.

M.CODOMIER rappelle que la Commune est incluse dans le faisceau des 1km de la LGV, et que le PLH de la Commune n'a pas été voté.

M. le Maire indique que la zone de l'Estagnol était déjà constructible depuis le POS des années 80, approuvée en zone NA. Actuellement, cette zone est nommée 3AU dans le PLU. Suite à plusieurs réunions en Préfecture, M. le Maire souhaite remettre en révision le PLU et reclasser cette zone, en zone N. Il explique que si 13 hectares de zones d'activité sont déclassés, il y aura des compensations. Concernant le PLH, M. le Maire précise que celui-ci est de la compétence de la CATPM.

Par ailleurs, M. le Maire informe que les travaux concernant le rond point de Gavarry se feront avant la fin du mandat, et seront à la charge du Conseil Général.

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Rapporteur M. le Maire

Il est pris acte de la présentation par M. le Maire du rapport joint en annexe et de la tenue du débat sur les orientations générales du budget communal et des budgets annexes Pompes Funèbres et eau 2010.

Concernant l'incidence de la taxe carbone, M. le Maire indique à M.ROCHE que celle-ci n'a pu être encore évaluée.

Concernant la Dotation de Solidarité Communautaire, M. le Maire indique que celle-ci peut être diminuée et précise qu'il peut y avoir des changements budgétaires.

M.DAMPENON indique à M.ROCHE qu'il n'y aura pas d'augmentation des taux des trois taxes (habitation, foncier bâti et foncier non bâti).

Concernant les Contrats d'Aide à l'Emploi, il est indiqué que l'aide de l'Etat est importante et qu'elle représente 90% du salaire. M. le Maire signale que le Plan de Propreté Urbaine sera repris en régie.

Concernant la dette, M. le Maire rappelle que celle-ci s'élevait en 2000 à 9 922 000 euros, et à 5 299 123 euros en 2009. Il souligne la forte capacité d'emprunt de la Commune et rappelle que la dette a été augmentée mais précise qu'en contrepartie, le patrimoine a aussi été augmenté grâce à l'achat de la Villa des Tilleuls et du terrain du restaurant asiatique.

Concernant la réfection du trottoir de la rue de la Noria, Il est précisé à Mme FACHE que la commande a été engagée.

M. le Maire signale à M.ROCHE que la Commune a une capacité d'autofinancement d'environ 4.5 millions par an. Si le fonctionnement augmente, l'investissement baisse. Il est précisé qu'une comptabilité analytique doit être faite concernant les travaux exécutés en régie afin d'évaluer la part d'investissement que représentent ces travaux.

M. le Maire informe M.CODOMIER que la Commune de la Crau n'a reçu que 5 000 euros de subvention de la région.

M.CODOMIER remarque une tendance du désengagement de l'Etat. Il remarque également que celui-ci n'augmente pas la Dotation de Solidarité Urbaine ni la Dotation Nationale de Péréquation, mais augmente les bases de 1.2 %.

Concernant l'entrée dans TPM, M. le Maire rappelle que les craurois n'ont pas payé la taxe additionnelle, alors que la CATPM a reversé l'attribution de compensation.

M.DAMPENON indique à M.CODOMIER que la dette est constituée à 95 % d'emprunt à taux fixe, par conséquent, 5 % sont à taux variable. Il s'agit de l'emprunt de la ZAC de Gavarry de 1990 qui se termine cette année.

Concernant la fiscalité, il n'y a pas d'augmentation des taux. M.DAMPENON rappelle que la variation des taux en matière de fiscalité directe pour les trois taxes était de 4.25% l'an dernier. L'augmentation des charges à caractère général sera connue lors du vote du

budget. M.DAMPENON informe que l'emprunt est bénéfique pour la communauté et rappelle que l'ancienne municipalité avait plus de dettes, car de nombreux investissements ont été réalisés, notamment la construction d'écoles. Il précise aussi que la dette est à un niveau faible par rapport à la moyenne de la strate.

M.CODOMIER émet un avis favorable concernant l'investissement sur la Commune mais précise que les choix ne sont pas les mêmes que son groupe. Il estime que ces projets ne sont pas des priorités pour les craurois.

M. le Maire rappelle à M.CODOMIER que son équipe mène des actions concrètes et réalise des projets dans l'intérêt collectif. Il annonce par exemple la construction de 90 logements sociaux aux Maunières, 42 dans la zone du patrimoine, et 20 à la Moutonne. M.CODOMIER préconise la construction de crèches plutôt que le projet accrobranches du Fenouillet. M. le Maire signale qu'il n'y aurait plus d'emploi pour les assistantes maternelles si une telle mesure était prise. Concernant la fermeture de l'école des Arquets, M. le Maire signale que la Commune a perdu 104 enfants en effectifs. Il n'est pas possible d'avoir sur la Commune des classes en demi-effectifs. Par ailleurs, l'école Jean Moulin étant vétuste, celle des Arquets vieillissante, une nouvelle école aux normes HQE sera réalisée. Pour ceci, la carte scolaire de la Commune (sauf la Moutonne) doit être totalement revue, afin de permettre de stabiliser le nombre d'enfants par école pour éviter les doubles cours. Concernant le transfert de ces écoles, M. le Maire informe qu'il ne se fera pas pour la rentrée 2010. Il indique que le taux de renouvellement de population et les prix du foncier élevés entraînent la baisse des effectifs dans les écoles.

M. le Maire rappelle également que des projets de travaux non prévus dans son mandat ont été réalisés ou vont être réalisés comme la rue de la Noria, le chemin de la Tourisse, le lotissement Azurée, la rue des Cistes, le chemin des Grenaches, le chemin de la Mayonnette, le Hameau des Pourpres, la ZAC des Pourpres, le lotissement des Escudiers etc.

AFFAIRES DIVERSES

- M. le Maire informe que 2300 compteurs en radio relève ont été remplacés. Il proposera prochainement un système de relève par internet qui permettra un contrôle plus efficace de la consommation. Un mail avertira la personne si une surconsommation est détectée.

- M. le Maire tient à préciser qu'il a refusé de faire acte de candidature aux élections régionales pour se consacrer davantage à sa Commune.

- Mme DAZIANO signale qu'un don supplémentaire de 305 euros a été effectué au profit du téléthon par une association sportive. Le montant final s'élève à 16 240.65 euros.

M. le Maire informe que TPM a versé une somme globale de 20 000 euros en faveur d'Haïti.

- M. le Maire signale à M.CODOMIER que les travaux à l'entrée de la ville concernent l'aménagement de la gare SNCF.

La séance est levée à 23h00

La secrétaire
Bianca FILIPPI